



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

ACTEE

Action des Collectivités
Territoriales pour
l'Efficacité Énergétique

Envoyé en préfecture le 16/06/2022

Reçu en préfecture le 16/06/2022

Affiché le 17/06/2022

ID : 024-252401476-20220601-202206077-DE



Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE

ACTEE

(PRO-INNO 52)

ACTEE

Action des Collectivités
Territoriales pour
l'Efficacité Énergétique

AAP SEQUOIA

Session 3

Entre

La **Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)**, sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7^e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

Le **SDE 24**, représenté par Philippe DUCENE, son Président, habilité aux fins des présentes par délibération du 11/01/2022

Désigné ci-après par « SDE 24 » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

Le **SEHV 87**, représenté par Georges DARGENTOLLE, son Président, habilité aux fins des présentes par délibération du 27/01/2022

Désigné ci-après par « SEHV 87 » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

Le **SDEC 23**, représenté par André MAVIGNER, son Président, habilité aux fins des présentes par délibération du 19/01/2022

Désigné ci-après par « SDEC 23 » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE 2, référencé PRO-INNO-52, est porté par la FNCCR.

Le programme ACTEE 2, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 1 vise à aider les collectivités à mutualiser leurs actions, à agir à long terme et ainsi à planifier les travaux de rénovation énergétique tout en réduisant leurs factures d'énergie. Le déploiement de ce programme dans tout le territoire national repose sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires.

ACTEE 2 apporte un financement, via des appels à projets, aux collectivités lauréates pour déployer un réseau d'économes de flux, accompagner la réalisation d'études technico-économiques, le financement de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'achat d'équipements de suivi de travaux de rénovation énergétique. ACTEE 2 apporte également différents outils à destination des collectivités et des acteurs de la filière, avec notamment la mise à disposition d'un simulateur énergétique, un site internet informant de chaque étape des projets de rénovation ainsi qu'un centre de ressources adapté aux territoires (cahiers des charges type, fiches conseils, guides, etc.) à destination des élus et des agents territoriaux.

Le Programme permettra ainsi :

- La mise en place d'outils innovants, notamment d'identification des communes pour porter l'investissement dans leur patrimoine communal, en lien avec les enjeux de rénovation énergétique à destination de l'ensemble des collectivités, lauréates ou non des AAP ;
- Une série d'actions (création et mise à jour d'outils, appui aux diagnostics et animation du dispositif avec le déploiement d'économes de flux) pour accompagner les projets d'efficacité énergétique, notamment en substitution de chaufferies fioul à destination des collectivités lauréates des AAP ;
- La création d'une cellule d'appui ouverte à toutes les collectivités dans une logique de « hotline » avec en complément la mise à disposition d'outils d'aide à la décision, de communication à des destinations des élus ;
- Pour une part prépondérante, le financement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics pour les collectivités sélectionnées dans le cadre des appels à projets et des sous-programmes spécifiques ;

- De renforcer le réseau des économes de flux et des conseillers en financement initié par le Programme ACTEE 1, toujours en coordination et en complémentarité avec le réseau des conseillers en énergie partagé (CEP) mis en œuvre par l'ADEME. Ce dernier point fera l'objet d'une surveillance renforcée.

Le volume de certificats d'économie d'énergie délivré dans le cadre du Programme ACTEE 2 n'excède pas 20 TWh Cumac pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2023, ce qui correspond à un budget de 100 M€.

Dans la même logique qu'ACTEE 1, ACTEE 2 poursuit les objectifs suivants :

- Favoriser le taux de passage à l'acte dans la réalisation des travaux de rénovation énergétique ;
- Encourager les mutualisations entre acteurs et collectivités ;
- Inciter les collectivités à déployer des stratégies d'actions sur le long terme pour rénover leur patrimoine ;
- Développer le réseau des économes de flux.

Suite à la réponse à l'appel à projets (AAP) « SEQUOIA 3 » lancé le 9 novembre 2021 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner les projets du groupement constitué du SDE 24, du SEHV 87, SDEC 23.

L'objectif premier de cet AAP est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via cet AAP génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de l'AAP et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif de l'AAP est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat agissant comme intermédiaire dans le cadre du Programme pour le(s) bénéficiaire(s) final (aux) (cf. schéma annexe 4). Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final : est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie *in fine* des fonds et/ou actions du Programme (cf. schéma annexe 4).

Envoyé en préfecture le 16/06/2022

Reçu en préfecture le 16/06/2022

Affiché le 17/06/2022



ID : 024-252401476-20220601-202206077-DE

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la FNCCR, chargé notamment de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE 2 PRO INNO 52 conclue entre l'Etat, l'ADEME, la FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « convention multipartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Les Bénéficiaires prévoient les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe (annexe1) :

Pour répondre à ces ambitions, le groupement utilisera les moyens d'actions, tous complémentaires suivants :

- Le **recrutement de 2 économes de flux** pour compléter les équipes du SDE 24 et du SDEC 23 et ainsi renforcer l'accompagnement des collectivités (programmes d'économies d'énergie, recours aux énergies renouvelables et sensibilisation des acteurs du territoire à la transition énergétique)
- L'**acquisition d'outils de mesure et de logiciels de gestion/suivi énergétique** avec notamment :
 - L'achat d'enregistreurs de température pour valider les températures de consigne et la bonne initialisation et/ou le bon fonctionnement de la régulation
 - L'achat de sous-compteurs pour évaluer les consommations individuelles des bâtiments qui seraient alimentés par un unique compteur
 - L'achat de logiciel permettant le suivi des consommations énergétiques et la réalisation de bilans énergétiques
 - Le développement de fonctionnalités sur les outils déjà en place pour répondre aux obligations du Dispositif Eco-Energie-Tertiaire.
- L'accompagnement technique et financier des collectivités dans la phase étude et le passage à l'action
 - Par la réalisation d'une **campagne d'audits énergétiques**, socle de la massification énergétique et outil d'aide à la décision pour le passage à l'acte ;
 - Par le **soutien aux études de maîtrise d'œuvre**.

Ces actions permettront de répondre aux objectifs que ceux sont fixés le groupement, à savoir :

- De constituer un socle solide à la massification de la rénovation énergétique ;
- De répondre aux enjeux du dispositif Eco-Energie tertiaire ;
- D'orienter nos collectivités vers des solutions alternatives aux énergies fossiles.

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 971 170 euros HT entre le 01/01/2022 et le 31/12/2023.

Le détail du budget est décrit en annexe (annexe 2).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;
- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;
- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;
- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;
- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;
- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux bénéficiaires, à l'euro ;
- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENTS DES BENEFICIAIRES

Article 3.2.1 Désignation et missions du coordinateur de groupement

Afin de faciliter les échanges et les flux entre la FNCCR et les Bénéficiaires, ces derniers ont désigné parmi eux un membre coordinateur de leur groupement.

Coordinateur du groupement : SDE 24

Ce membre coordinateur sera l'interlocuteur privilégié de la FNCCR tout au long de la mise en œuvre Programme.

Les missions du coordinateur sont les suivantes : centraliser les échanges, faire remonter les demandes des Bénéficiaires, et faire suivre tout échange descendant communiqué par la FNCCR.

Ce dernier sera notamment chargé d'établir un rapport d'activité selon le modèle fourni par la FNCCR, en coopération avec l'ensemble des membres du groupement, de transmettre les documents relatifs aux appels de fonds, de les recevoir et de les répartir par membre du groupement sur la base de leurs justificatifs, conformément à l'article 4 de la présente convention.

Le coordinateur fournira un rapport d'activité à jour à la FNCCR, pour chaque demande d'appel de fonds et *a minima* tous les 6 mois, ainsi que, le cas échéant, sur demande expresse de la FNCCR.

Article 3.2.2 Engagements des Bénéficiaires

Les Bénéficiaires se sont engagés lors de la candidature à l'appel à projets (AAP) à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe 1. Celles-ci doivent être mises en œuvre au plus tard le 31 décembre 2023.

Les Bénéficiaires s'engagent à rénover le patrimoine public des collectivités suivant les actions définies à l'article 2.

Les Bénéficiaires ayant obtenu une aide relative à l'embauche d'un économe de flux, s'engagent à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE qui sera transmise avec la présente convention.

Les Bénéficiaires seront financés sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis. Une évaluation d'atteinte des objectifs de réalisation des actions des Bénéficiaires du Programme sera établie chaque semestre en Comité de pilotage. Pour ce faire, les Bénéficiaires s'engagent à transmettre au coordinateur du groupement, tous les éléments nécessaires à l'établissement du rapport d'activité devant être transmis à la FNCCR conformément à l'article 3.2.1 de la présente. Il est demandé à l'ensemble des membres du groupement de veiller à la bonne concordance des actions et du budget.

Le projet et l'engagement des dépenses, devront pouvoir être réalisés dans les délais du Programme ACTEE. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Les Bénéficiaires s'engagent à transmettre à la FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes...). Ils s'engagent à participer aux animations proposées par la FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats.

Les Bénéficiaires s'engagent également à inviter la FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

Le montant global des fonds attribué sera de 371.085 (trois cent soixante et onze mille quatre-vingt-cinq) euros HT.

Les dépenses sont éligibles à compter du 01/01/2022. Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et validation par le Comité de pilotage ACTEE qui se réunit tous les 6 mois, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du

groupement. Exceptionnellement, et sur validation du Comité de pilotage ACTEE, les fonds pourront être versés tous les 3 mois en fonction des contraintes des projets.

Les sommes dues au titre de la présente Convention sont versées aux services financiers du coordinateur du groupement désigné parmi les Bénéficiaires (cf. schéma annexe 4). Celui-ci fera son affaire de rétribuer les sommes dues aux autres Bénéficiaires, conformément à ses missions définies à l'article 3.2.1 de la présente convention.

Coordinateur du groupement : SDE 24 – Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne

Coordonnées bancaires :

Paierie Départementale de la Dordogne
15, rue du 26ième régiment d'infanterie
24053 PERIGUEUX CEDEX 9

RIB : 30001 00624 C2420000000 43
IBAN : FR42 3000 1006 24C2 4200 0000 043
BIC BDFEFRPPCCT

Les versements seront effectués après et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co--financeurs par la FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus aux bénéficiaires.

Les sommes allouées à chaque typologie d'actions mises en place par les Bénéficiaires (études techniques, ressources humaines, outils de suivi et maîtrise d'œuvre) ne pourront faire l'objet d'une fongibilité, sauf exception dans la limite de 10 % maximum du montant de la ligne qui serait ré-abondée par une autre ligne budgétaire et ce, après arbitrage de la FNCCR.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS DES DEPENSES PAR LES BENEFICIAIRES

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par les Bénéficiaires et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la FNCCR.

Les fiches justificatives de dépenses de chaque bénéficiaire devront être dument signées à la fois par le représentant légal du bénéficiaire et un trésorier payeur ou, le cas échéant, par un commissaire aux comptes. Conformément à l'article 3.2.1 de la présente convention, les fiches justificatives devront être centralisées auprès du coordinateur du groupement, qui en contrôlera la bonne signature, et les communiquera à la FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-52 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence...) devront être conservés par le bénéficiaire et par la FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La FNCCR se réserve le droit de demander à l'ensemble des Bénéficiaires de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

Dans le cas où des fonds du Programme n'auraient pas été engagés par le Bénéficiaire au 31 décembre 2023, ce dernier s'engage à rembourser le reliquat non engagé à la FNCCR.

ARTICLE 7 : EVALUATION DU PROGRAMME

Une évaluation du dispositif des CEE peut être menée par le MTES afin de déterminer si cet instrument permet d'obtenir les effets attendus. Dans cette logique, la FNCCR pourra être amenée à faire évaluer par un bureau d'étude indépendant, la bonne utilisation par les lauréats des fonds alloués dans le cadre du Programme.

Le Bénéficiaire s'engage à participer à toute sollicitation dans le cadre de l'évaluation du dispositif des CEE, intervenant en cours, ou postérieurement à celui-ci. Il s'engage, dans ce cadre, à répondre à des enquêtes par questionnaire (en ligne) et à participer à des entretiens qualitatifs (en face-à-face ou par téléphone) abordant la conduite du Programme et ses résultats. Il s'engage en particulier à fournir tous les éléments quantitatifs nécessaires à l'évaluation des effets en termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie, d'émissions de GES, de bénéfices techniques, économiques, sociaux et environnementaux du Programme.

ARTICLE 8 : COMMUNICATION

Article 8.1 Communication des bénéficiaires lauréats

Chaque Partie pourra communiquer individuellement sur le Programme à condition de ne pas porter atteinte aux droits des autres Parties ni à leur image.

Chaque Bénéficiaire s'engage à apposer, de façon systématique sur tous les supports en rapport avec le Programme ACTEE, les logos de la FNCCR, de Territoire d'énergie et d'ACTEE (annexe 3).

La FNCCR demeure pleinement propriétaire des droits de propriété intellectuelle attachés au logo ACTEE ainsi qu'au site internet du Programme.

Par ailleurs, chaque bénéficiaire s'engage à utiliser le logo CEE dans les actions liées au Programme, sur tous supports. L'usage du logo CEE est limité au cadre légal du Programme, notamment temporel. Le Bénéficiaire s'engage à ne pas exploiter le logo CEE à des fins politiques, polémiques, contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à des droits reconnus par la loi et, de manière générale, à ne pas associer le logo CEE à des actions ou activités susceptibles de porter atteinte à l'Etat français ou lui être préjudiciable.

Chaque bénéficiaire fait parvenir son logo à la FNCCR et l'autorise à en faire l'utilisation dans ses actions de communications relatives au Programme.

Toute représentation des logos et marques des Parties sera conforme à leur charte graphique respective (annexe 3). Aucune Partie ne pourra se prévaloir, du fait de la présente Convention, d'un droit quelconque sur les marques et logos de l'autre Partie.

Chaque Bénéficiaire s'engage à informer la FNCCR de ses évènements ou toute autre manifestation en lien avec le Programme, et notamment à inviter la FNCCR à chaque comité de pilotage, et l'informer des signatures de conventions relatives à la rénovation énergétique des bâtiments, des conférences...

En amont de toute campagne d'envergure nationale ou de communiqué de presse à l'initiative du bénéficiaire, une information de la FNCCR sera nécessaire

Article 8.2 Communication des Bénéficiaires Finaux

Chaque Bénéficiaire Final du Programme ACTEE doit systématiquement apposer le logo CEE et le logo du Programme ACTEE (annexe 3) sur les supports de communication en lien avec des opérations ou travaux (plaquette, panneau de chantier, article, réseaux sociaux...) bénéficiant de financements versés par un bénéficiaire lauréat. Le Bénéficiaire Final peut également intégrer le logo FNCCR (annexe 3).

Les Bénéficiaires devront s'assurer que les Bénéficiaires Finaux disposent des logos nécessaires, en fassent usage, et qu'ils citent le Programme ACTEE lors de toute action de communication en lien avec le dispositif.

La FNCCR pourra disposer de la liste des contacts des Bénéficiaires Finaux fournie par les bénéficiaires et se réserve la possibilité de leur adresser des outils de communication dédiés au Programme.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

Les documents et toute information appartenant au(x) Bénéficiaire(s) et communiqués à la FNCCR, sur quelque support que ce soit, ainsi que les résultats décrits dans le rapport final et obtenus en application de l'exécution de la décision de financement ou de la présente convention, ne sont pas considérés comme confidentiels.

ARTICLE 10 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois

à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 11 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la protection des données à caractère personnel et en particulier au Règlement général sur la protection des données, dit RGPD, n°2016/679.

ARTICLE 12 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAVAIL DISSIMULE

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, chaque Partie s'engage à respecter et à faire respecter par ses sous-contractants et sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la lutte contre la corruption, au droit du travail et à la protection sociale ainsi qu'à la lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 13 : DUREE

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31 décembre 2023.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées en Comité de pilotage du Programme, et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

ARTICLE 14 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 4 exemplaires originaux (nombre de signataires)

A, le

Pour la FNCCR,

Le Président
Xavier PINTAT

Pour le SDE 24

Le Président,
Philippe DUCENE

Pour le SEHV 87

Le Président,
Georges DARGENTOLLE

Pour le SDEC 23

Le Président,
André MAVIGNER

ANNEXE 1 : ACTIONS

I. Présentation du projet porté par le groupement

a. Structuration du projet commun présenté par le groupement

Présentation du projet et objectifs globaux (avec indication de la surface, des usages, des profils des bâtiments concernés)

1000 caractères maximum

Les objectifs principaux de la candidature portée par le groupement SDEC 23 – SDE 24 – SEHV sont :

- De constituer un socle solide à la massification de la rénovation énergétique ;
- De répondre aux enjeux du dispositif Eco-Energie tertiaire ;
- D'orienter nos collectivités vers des solutions alternatives aux énergies fossiles.

Le projet se décompose ainsi :

- Le recrutement d'économies de flux ;
- La réalisation d'audits ;
- Le soutien aux études de maîtrise d'œuvre ;
- des équipements de mesure ; le développement de fonctionnalités Eco Energie Tertiaire pour les outils de gestion/suivi énergétique.

Audits	SDEC 23	SDE24	SEHV	TOTAL
Nombre prévisionnel de bâtiments à auditer	65 (28 programmés)	70 (10 programmés)	60 (20 programmés)	195 (58 programmés)
Surface totale des bâtiments audités	27 000 m ²	23 450 m ² (moyenne de 335 m ² /bâtiment)	42 000 m ² (moyenne de 700 m ² /bâtiment)	92 450 m ²
Usages des bâtiments	Bâtiments administratifs, culturels, associatifs et tout bâtiment tertiaire dont scolaire car pas sur le MERISIER	Bâtiments administratifs, culturels, associatifs, sportifs, ... tout bâtiment tertiaire non couvert par l'AAP Merisier		

Le périmètre d'action des partenaires s'étendant sur 3 départements, la totalité des bâtiments qui seront audités dans les deux ans de l'AMI SEQUOIA n'a pas été identifiée à ce stade. Nous proposons de mettre à jour ces éléments lors des différents appels de fonds, avec les données connues à date. En effet, en tant que syndicat d'énergies, nous accompagnons nos collectivités dans la mise en œuvre d'actions de transition

énergétique sur leur territoire respectif. La sensibilisation et l'animation sont en cours depuis quelques années, aussi les actions de communication sont de plus en plus efficaces. Les collectivités se saisissent de la thématique progressivement et font appel chaque jour en ordre dispersé à nos services. Nous vous communiquons en annexe la liste des demandes déjà identifiées.

Impact des fonds ACTEE sur l'organisation des services des membres du groupement 500 caractères maximum

Par le recrutement d'un économe de flux, les fonds ACTEE permettront au SDEC et au SDE 24 de compléter l'équipe pour renforcer l'accompagnement des collectivités et faire émerger de nouveaux projets dans une optique qualitative en identifiant des programmes d'économies d'énergie (bilan, propositions d'actions, suivi de la mise en œuvre), en étudiant et facilitant la mise en œuvre du recours aux EnR et en sensibilisant les acteurs du territoire à la transition énergétique.

Face aux difficultés de recrutement d'économes de flux, le SDE 24 recrutera 2 stagiaires pour 6 mois, ce qui permettra de les former aux missions du service pour ensuite, les positionner sur un poste d'économe de flux.

Pour les ressources humaines, piste de financement identifiée par le groupement au-delà des deux ans dans le programme ACTEE 500 caractères maximum

La pérennisation du poste créé s'envisagera :

- soit par la valorisation des CEE issus des travaux réalisés sur les bâtiments (une partie des primes revenant au syndicat) ;
- soit par la proposition de prestations spécifiques payantes, telles que l'accompagnement au Décret Eco- Energie Tertiaire ;
- soit par l'augmentation du nombre d'adhérents (et des participations correspondantes) ;
- Soit par le positionnement des agents sur le suivi et le contrôle des travaux de rénovation des bâtiments ;
- Soit par la recherche d'autres financements extérieurs ;
- Soit par les fonds propres du syndicat.

Lien avec les autres appels à projets d'ACTEE : Préciser si le groupement dans son ensemble ou certains de ses membres candidatent ou sont lauréats d'autres AAP ACTEE, en indiquant quelle est l'articulation de cette candidature dans le projet porté avec les autres AAP 500 caractères maximum

Les 3 partenaires ont déjà été lauréats de l'AMI CEDRE. Le groupement SDE 24 – SEHV est lauréat de l'AMI MERISIER. Pour le SDEC, la candidature s'inscrit directement dans la continuité de CEDRE qui s'arrête au 31/12/2021.

Par ailleurs, le SEHV est lauréat du programme EUCALYPTUS.

Notre candidature à l'AAP SEQUOIA permettra de renforcer encore notre force de frappe en matière de conseils à la rénovation énergétique. Cette dynamique départementale a pour objectif une massification des travaux de rénovation énergétique réfléchie et organisée sur nos territoires ruraux, disposant de peu d'ingénierie publique mais désireux de se saisir des outils proposés par la banque des

territoires et aussi possiblement des nouveaux programmes FEDER. Ainsi, l'accompagnement d'ACTEE à la réalisation des audits est un préalable nécessaire à une rénovation performante et constituera une base solide pour accompagner nos collectivités au passage à l'action. Cet AAP permettra d'accompagner les bénéficiaires sur des bâtiments de typologie autres que « scolaires » et viendra compléter l'offre proposée par le groupement SDE 24 -SEHV sur Merisier.

Indicateurs et couverture de la candidature (nombre de communes, nombre d'habitants, nombres de bâtiments, nombres de m²...)
 250 caractères maximum

	% de collectivités touchés/communes adhérentes			Nbre de bâtiments			Nbre de m²		
	SDEC 23	SDE 24	SEHV	SDEC 23	SDE 24	SEHV	SDEC 23	SDE 24	SEHV
CEDRE	12/256	58/273	47/145	84	106/2126	79/1373		35 510	51 720
MERISIER		44/273	36/145		80/2126	60/1373		26 800	33 000
SEQUOIA	14/256	44/273	36/145	65	70/2126	60/1373	30 000	26 800	35 000
TOTAL ACTEE	26/256 11 %	146/273 53 %	119/145 86 %	149	256/2126 12 %	189/1373 14 %		89 110	119 720
Autres prestations 2021 (Etudes de faisabilité/d'opportunité EnR, pré-diagnostics, AMO/accompagnement aux travaux)	23/256	110/273	41/145	72	311/2126	111/1373			

L'indicateur de couverture totale des collectivités est potentiellement surestimé, ne tenant pas compte de la possibilité qu'une même collectivité soit couverte par plusieurs programmes.

b. Détails des actions réalisées dans le cadre d'une aide financière du programme ACTEE

Relatif au lot1 : Poste(s) d'économe(s) de flux :

Nombre de ressources humaines et détail des actions portées par ces ressources, précisant notamment la non-concurrence et la complémentarité avec les fonctions des CEP. Préciser la pérennisation de la mission d'économe de flux au-delà de l'aide ACTEE (en s'appuyant par exemple sur les économies d'énergie/financières générées, les CEE récupérés...).

1500 caractères maximum

Les économes de flux recrutés dans le cadre du programme seront intégrés au sein des équipes en place du SDEC 23 et du SDE 24. Les techniciens en place assurent déjà des missions correspondant au profil d'économe de flux. Il pourra y avoir une complémentarité entre l'économe de flux et les conseillers, chacun pouvant apporter son soutien à l'autre pour ses missions.

Par ailleurs, l'économe de flux recruté permettra de renforcer les interventions des partenaires et de compléter ainsi la chaîne de service et d'ingénierie pour les collectivités :

- Approfondissement du travail d'identification des cibles de rénovation, de réflexion stratégique des collectivités (Schéma directeur de la rénovation, PPI ...)
- Renforcement de l'appui aux collectivités après la phase d'étude : transformation en travaux, suivi des travaux, suivi des consommations après travaux.

La pérennisation du poste créé s'envisagera :

- soit par la valorisation des CEE issus des travaux réalisés sur les bâtiments (une partie des primes revenant au syndicat) ;
- soit par la proposition de prestations spécifiques payantes, telles que l'accompagnement au Décret Eco- Energie Tertiaire ;
- soit par l'augmentation du nombre d'adhérents (et des participations correspondantes) ;
- Soit par le positionnement des agents sur le suivi et le contrôle des travaux de rénovation des bâtiments ;
- Soit par les fonds propres du syndicat.

Pour le SEHV (lauréat d'EUCALYPTUS et de MERISIER) et le SDE24 (lauréat de MERISIER), le recrutement d'économes de flux est toujours en cours.

Par ailleurs, le fait que l'équipe ait été renforcée par 1 technicien à l'issue du programme CEDRE, et les difficultés de recrutement rencontrées (plusieurs relances et peu ou pas de candidatures), sont les raisons pour lesquelles le SEHV n'actionne pas cet axe.

Autre prestation intellectuelle : présentation des prestations, nombre et utilité

1000 caractères maximum

Sans objet.

Relatif au lot 2 : achats outils de mesure, petits équipements, logiciels de suivi :

Achat d'outils de mesure, équipements de suivi de consommation énergétique : type, nombre, précision sur l'intérêt

1000 caractères maximum

Le groupement envisage d'acquérir des capteurs de températures. Les objectifs seront :

- dans le cadre de travaux réalisés sur l'enveloppe et les équipements, d'équiper les sites par un ou plusieurs enregistreurs de température afin de valider les températures de consigne et la bonne initialisation et/ou le bon fonctionnement de la régulation (réduit de nuit, le week-end, les vacances scolaires) ;
- de faire de la sensibilisation et de promouvoir, le cas échéant, l'abaissement de la température de 1°, engendrant alors des économies en énergie et en dépenses.

Pour le SDE 24 et le SEHV, de nouveaux télémètres viendront compléter les équipements mis à disposition de nos équipes.

Le SDE 24 souhaite aussi équiper certains sites avec des sous-compteurs d'énergie, notamment dans l'accompagnement des collectivités assujetties à la mise en œuvre du dispositif Eco-Energie Tertiaire afin d'être au plus juste concernant les déclarations bâtementaires et les déclarations de consommations.

Enfin, un testeur de réseau 4G serait aussi utile au SDE 24. En effet, nous avons la volonté d'étudier la supervision de nos bâtiments ; seuls les sites pouvant « communiquer correctement » seraient alors équipés à tour de rôle.

Acquisition d'un logiciel de suivi de consommation énergétique : type, nombre, précision sur l'intérêt

1000 caractères maximum

Le SDE 24 et le SEHV pourront activer (Dordogne) ou faire développer (Haute-Vienne) la fonctionnalité « Décret Tertiaire » de leurs logiciels de gestion énergétique afin d'accompagner les collectivités assujetties au dispositif Eco-Energie Tertiaire, permettant :

- L'aide au choix de l'année de référence ;
- L'intégration des plans d'actions et le suivi des consommations au regard des objectifs ;
- L'alimentation des données de consommation sur OPERAT.

Le SDE 24 souhaite aussi faire développer un connecteur entre UBIGREEN, notre outil de gestion énergétique, et la base de données bâtiments publics développée par l'Agence Technique Départementale, base de données à disposition des collectivités du département. Ces éléments permettront de renseigner, entre autres, les références cadastrales (patrimoine bâti cartographié), les noms des bâtiments, leurs usages, surfaces, Points de livraison, points de comptage, mode de chauffage, ... Une partie sera aussi dédiée aux suivis des travaux de rénovation énergétique afin de quantifier le taux de passage à l'acte et d'identifier les travaux réalisés par les collectivités.

Pour le SDEC 23, il s'agira d'acquérir :

- un logiciel de suivi des consommations / bilan énergétique
- des nouveaux Modules du logiciel Perrenoud relatifs au décret tertiaire

Relatif au lot 3 : audits et stratégies pluri-annuelles d'investissement, études thermiques et énergétiques :

Détail de la stratégie pluri-annuelle d'investissement, du nombre d'audits et de bâtiments concernées

500 caractères maximum

	SDEC 23	SDE 24	SEHV	Total
Nombre total d'audits 2022	40	35	30	110
Audits énergétiques bâtiments Décret Ecoénergie tertiaire 2022	4	10	15	29
Nombre total d'audits 2023	25	35	30	95
Audits énergétiques bâtiments Décret Ecoénergie tertiaire 2023	?	15	15	30 à minima

La réalisation de ces audits est dans la continuité des AAP/AMI précédents et permettra d'accompagner de nouvelles collectivités dans la dynamique engagée par nos 3 syndicats. De plus, ces audits permettront aussi de répondre aux nouvelles demandes qui ont émergées ou qui émergeront dans le cadre du dispositif Eco-Energie Tertiaire.

Précisions concernant l'utilité de réaliser une vague d'audits sur le territoire

500 caractères maximum

L'utilité d'une nouvelle vague d'audits est indéniable et permettra :

- d'accompagner les collectivités sur la rénovation de l'ensemble de leur patrimoine bâti et non seulement sur les bâtiments « scolaires » et donc de compléter l'offre proposée dans le cadre de l'AAP Merisier, pour le SEHV et le SDE 24. Pour le SDEC 23, il s'agira de poursuivre la démarche engagée lors de l'AMI CEDRE.
- D'avoir une connaissance fine de l'état des bâtiments et des équipements, et des actions à entreprendre.
- De renforcer l'accompagnement des collectivités dans le dispositif EET.

L'objectif principal de ces audits est de constituer un socle solide à la "massification" de la rénovation énergétique sur nos territoires et un réel outil d'aide à la décision pour le passage à l'acte

Précision sur le taux de transformation de 50% d'audits vers travaux d'efficacité énergétique (études initiales, engagement des bénéficiaires, taux de transformation passé...)

500 caractères maximum

Pour le SDEC, le taux de transformation est à ce jour de l'ordre de 55 % (nombre de bâtiments audité / nombre de bâtiments mis en travaux) et augmentera fortement, les collectivités échelonnant les investissements. Il est à noter que 100 % des communes ayant inscrit des audits dans le programme ont décidé de passer à l'acte sur 1 ou plusieurs de leurs bâtiments.

Le taux de transformation à hauteur de 50 % minimum pour les bénéficiaires d'ACTEE est un objectif inscrit dans la feuille de route du SDE 24. Nous avons comme volonté d'afficher cet objectif pour les différents partenariats qui pourront nous permettre de financer la rénovation énergétique.

Pour le SEHV, dans le cadre du programme CEDRE le taux de transformation est à ce jour de 21,5% et sera proche de 100 % à 5 ans (engagement pris par les bénéficiaires de CEDRE). Dans le programme SEQUOIA, les audits seront réalisés dans le cadre de sollicitations de collectivités souhaitant engager des travaux. Un taux de transformation important est donc attendu.

Prise en compte des enjeux techniques spécifiques préconisés dans le cahier des charges et précisions concernant les études ou volets d'études ouvrant droit aux primes « confort d'été », « substitution fioul », « rénovation installation de traitement eau potable ou assainissement » (bâtiments concernés, précisions sur contenu des études, précision sur l'intérêt, méthode de chiffrage de la prestation, ...)

1000 caractères maximum

L'étude du confort d'été est intégrée aux audits énergétiques (de base ou en option) de nos syndicats via un outil de simulation et doit aboutir à des préconisations avec solutions passives pour éviter le recours systématique à des systèmes de climatisation.

Concernant la substitution fioul :

- Des Contrats d'Objectifs Territoriaux sont portés par les partenaires afin de favoriser l'émergence de projets de production de chaleur de sources renouvelables ;
- Les préconisations des audits intègrent toujours des solutions pour venir en substitution du fioul dont des solutions de production de chauffage à partir de sources EnR, suivies de notes d'opportunité et/ou d'études de faisabilité le cas échéant.
- le SDE 24 est référencé par la DGEC sur l'offre "Coup de pouce Chauffage des bâtiments tertiaires"

Concernant la rénovation des installations de traitement eau potable ou assainissement, ce n'est pas de la compétence du SDE 24 et du SEHV, mais de certaines collectivités que nous accompagnons. Les consommations de ces équipements sont intégrées aux bilans des consommations (SEHV) ou peuvent l'être sur demande (SDE 24). Pour le SDE24, après visualisation de la courbe de charge, étudier la possibilité d'alimenter ces équipements avec une installation photovoltaïque. Enfin, un travail d'optimisation des puissances souscrites, toujours sur la base des courbes de charges, pourra être réalisé.

Les installations d'eau potable et d'assainissement ne sont, pour l'heure, pas la compétence du SDEC. Il faut toutefois noter qu'une étude est en cours pour une prise de compétence sécurisation de l'alimentation en eau potable (mise en œuvre du Schéma Départemental).

Relatif au lot 4 : étude de Maîtrise d'œuvre :

Etudes phases professionnelles et autres à préciser : type, nombre, précision sur l'intérêt
 1000 caractères maximum

Maîtrise d'œuvre	SDEC 23	SDE24	SEHV	TOTAL
Nombre total de bâtiments bénéficiant d'un appui financier pour la maîtrise d'œuvre	13	16	15	36

Des études de maîtrise d'œuvre seront réalisées dans le cadre de l'accompagnement des travaux des bâtiments diagnostiqués lors du programme SEQUOIA. Néanmoins, sur la durée de l'AMI, il paraît aussi réaliste de proposer cette assistance au « passage à l'acte » aussi pour les bâtiments audités dans les programmes précédents. En effet, l'aide apportée par le programme pourrait être un véritable effet levier pour le passage à l'acte.

Dans tous les cas, la maîtrise d'œuvre est portée par les communes ou EPCI maîtres d'ouvrage des travaux. Les partenaires du groupement sélectionneront les projets pouvant bénéficier d'une aide en privilégiant ceux pour qui cette aide constituera un effet-levier sur le passage à l'action. Ce sont donc les communes / EPCI qui seront bénéficiaires finaux de l'aide.

Dans le cadre du programme MERISIER pour le SEHV, les conditions d'éligibilité et les forfaits spécifiques liés à cette aide ont été défini, afin de répartir ce coup de pouce sur un panel de collectivités. Ainsi les bâtiments doivent partir d'un état initial compris entre D et G, et réaliser un bouquet de travaux proposé dans l'audit pour obtenir une aide forfaitaire de base de 1500€. Si les travaux réalisés permettent d'atteindre une étiquette énergétique A ou B le coup de pouce à la maîtrise d'œuvre est ainsi bonifié à 3000€ par projet.

Nombre de bâtiments ayant réalisé des études de maitrises d'œuvre dans le cadre d'ACTEE ou antérieur : nombre, précision des études
 1000 caractères maximum

Dans le cadre des AAP CEDRE et MERISIER, aucune étude de maîtrise d'œuvre n'a été financée à ce jour pour le SDE 24 et le SEHV.

Pour le SEHV dans le cadre du programme MERISIER, le dispositif de coup de pouce à la maîtrise d'œuvre est en train de se mettre en place, et une communication a été faite aux collectivités en janvier concernant le dispositif d'aide.

Dans le cadre de l'AMI EUCALYPTUS, le SEHV est en groupement avec le Conseil Départemental de la Haute-Vienne qui fera réaliser ou réalisera en interne la maîtrise d'œuvre. Dans ce programme et pour faire suite aux 30 audits de collèges, 3 opérations de maîtrise d'œuvre par an sont prévues.

Pour le SDEC, dans le cadre de l'appel à projet CEDRE, sur 12 communes concernées par l'appel à projet, 2 ont suivi une démarche aboutie : audit énergétique, étude de faisabilité puis phase de maitrise d'œuvre pour 8 bâtiments.

En dehors du financement des AMI ACTEE, il est très difficile d'estimer le nombre d'études de maîtrise d'œuvre réalisées, celles-ci relevant directement des communes ou EPCI.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL

Rôle du membre	Coordonnateur	Porteur de projet 2	Porteur de projet 3	Porteur de projet 4	Porteur de projet 5
Nom	<u>SDE 24</u>	<u>SEHV</u>	<u>SDEC 23</u>	-	-

Commentaire

Lot 1 - Ressources humaines - Economies de flux	<u>SDE 24</u>	<u>SEHV</u>	<u>SDEC 23</u>	-	-
Economies de flux	<i>Econome de flux</i>		<i>Econome de flux</i>		
Salaire annuel (€/an)	€ 35 000,00		€ 40 000,00		
Nombre de mois en poste	18		24		
Action Lot 1 - Coût global	€ 52 500,00	€ -	€ 80 000,00	€ -	€ -
Action Lot 1 - Aide ACTEE éligible	€ 26 250,00	€ -	€ 40 000,00	€ -	€ -
Action Lot 1 - Aide ACTEE sollicitée	€ 26 250,00	€ -	€ 40 000,00	€ -	€ -
Commentaires					

Autres	<i>Stagiaire</i>				
Salaire annuel (€/an)	€ 7 500,00				
Nombre de mois en poste	6				
Action Lot 1 - Coût global	€ 3 750,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 1 - Aide ACTEE éligible	€ 1 875,00	€ -	€ -	€ -	€ -

Action Lot 1 - Aide ACTEE sollicitée	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Commentaires	2 stagiaires, objectif de le recruter au moins l'un des deux en tant qu'EF dès fin de stage				

Autres	Stagiaire				
Salaire annuel (€/an)	€ 7 500,00				
Nombre de mois en poste	6				
Action Lot 1 - Coût global	€ 3 750,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 1 - Aide ACTEE éligible	€ 1 875,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 1 - Aide ACTEE sollicitée	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Commentaires					

Nombre d'ETP pour le groupement	2
---------------------------------	---

Lot 1 - Ressources humaines - Prestations intellectuelles	SDE 24	SEHV	SDEC 23	-	-
[TYPE DE PRESTATION]					
Nombre d'études programmées en 2021					
Nombre d'études programmées en 2022					

Nombre d'études programmées en 2023					
Nombre total d'études	0	0	0	0	0
Coût unitaire					
Action Lot 1 - Coût global	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 1 - Aide ACTEE éligible	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 1 - Aide ACTEE sollicitée	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Commentaires					

Lot 1 - Coût global par membre	€ 60 000	- €	80 000 €	- €	€ -
Lot 1 - Aide ACTEE sollicitée par membre	€ 26 250	- €	40 000 €	- €	€ -

Lot 1 - Total des coûts pour le groupement	€ 140 000
Lot 1 - Total d'aides ACTEE sollicitées pour le groupement	€ 66 250

Taux d'aide	Plafond par membre
50%	90 000 €

Lot 2 - Outils de mesure et suivi de consommation énergétique	SDE 24	SEHV	SDEC 23	-	-
Equipements mobiles de diagnostic thermique	Télémètre	Télémètre	Télémètre		
Nombre	1	1	1		
Coût unitaire	€ 500,00	€ 160,00	€ 150,00		

Action Lot 2 - Coût global	€ 500,00	€ 160,00	€ 150,00	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE éligible	€ 250,00	€ 80,00	€ 75,00	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée	€ 250,00	€ 80,00	€ 75,00	€ -	€ -
Commentaires					

Equipements de mesure et de télérelève	<i>capteurs/enregistreurs de température (10) /</i>	<i>Enregistreurs de température</i>	<i>Enregistreurs de température</i>		
Nombre	10	8	4		
Coût unitaire	€ 500,00	€ 70,00	€ 150,00		
Action Lot 2 - Coût global	€ 5 000,00	€ 560,00	€ 600,00	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE éligible	€ 2 500,00	€ 280,00	€ 300,00	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée	€ 2 500,00	€ 280,00	€ 300,00	€ -	€ -
Commentaires			<i>A renseigner</i>		

Equipements de mesure et de télérelève	<i>Sous-compteurs</i>		<i>Capteurs CO2</i>		
Nombre	15				
Coût unitaire	€ 500,00				
Action Lot 2 - Coût global	€ 7 500,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE éligible	€ 3 750,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée	€ 3 750,00	€ -	€ -	€ -	€ -

Commentaires			<i>A renseigner</i>		
--------------	--	--	---------------------	--	--

Equipements mobiles de diagnostic thermique	<i>Analyseur de réseaux</i>				
Nombre	1				
Coût unitaire	€ 1 200,00				
Action Lot 2 - Coût global	€ 1 200,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE éligible	€ 600,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée	€ 600,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Commentaires					

Equipements de mesure et de télérelève	<i>Connecteur Ubigreen / ATD</i>				
Nombre	1				
Coût unitaire	€ 13 000,00				
Action Lot 2 - Coût global	€ 13 000,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE éligible	€ 6 500,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée	€ 6 500,00	€ -	€ -	€ -	€ -
Commentaires					

Outil logiciel	Activation de la fonctionnalité Décret Tertiaire sur Ubigreen	Fonctionnalisé décret tertiaire sur logiciel Kabanda	Logiciel de suivi énergétique + modules complément Pernoud		
Nombre	30	1	1		
Coût unitaire	€ 300,00	€ 10 000,00	€ 8 000,00		
Action Lot 2 - Coût global	€ 9 000,00	€ 10 000,00	€ 8 000,00	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE éligible	€ 4 500,00	€ 5 000,00	€ 4 000,00	€ -	€ -
Action Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée	€ 4 500,00	€ 5 000,00	€ 4 000,00	€ -	€ -
Commentaires					

Lot 2 - Coût global par membre	€ 36 200	10 720 €	8 750 €	- €	€ -
Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée par membre	€ 18 100	5 360 €	4 375 €	- €	€ -

Lot 2 - Total des coûts pour le groupement	€ 55 670
Lot 2 - Total d'aides ACTEE sollicitées pour le groupement	€ 27 835

Taux d'aide	Plafond par membre
50%	20 000 €

Lot 3 - Etudes Techniques	SDE 24	SEHV	SDEC 23	-	-
[TYPE D'ETUDE]	Audits énergétiques	Audits énergétiques	Audits énergétiques		
Nombre d'études programmées en 2021					

Nombre d'études programmées en 2022	35	30	40		
Nombre d'études programmées en 2023	35	30	25		
Nombre total d'études programmées	70	60	65	0	0
Coût unitaire	€ 2 000,00	€ 2 300,00	€ 1 500,00		
Action Lot 3 - Coût global	€ 140 000,00	€ 138 000,00	€ 97 500,00	€ -	€ -
Action Lot 3 - Aide ACTEE éligible	€ 70 000,00	€ 69 000,00	€ 48 750,00	€ -	€ -
Action Lot 3 - Aide ACTEE sollicitée	€ 70 000,00	€ 69 000,00	€ 48 750,00	€ -	€ -
Commentaires					

Lot 3 - Coût global par membre	€ 140 000	138 000 €	97 500 €	- €	€ -
Lot 3 - Aide ACTEE sollicitée par membre	€ 70 000	69 000 €	48 750 €	- €	€ -

Lot 3 - Total des coûts pour le groupement	€ 375 500
Lot 3 - Total d'aides ACTEE sollicitées pour le groupement	€ 187 750

Taux d'aide	Plafond par membre	Taux & plafond Etudes bonifiées
50%	70 000 €	100% max 10000€

Lot 4 - Maitrise d'œuvre	SDE 24	SEHV	SDEC 23	-	-
[TYPE D'ETUDE]	<i>Etude à préciser</i>	<i>Etude à préciser</i>	<i>Etude à préciser</i>		
Plafond selon cout global Lot 3	€ 42 000,00	€ 41 400,00	€ 29 250,00		

Action Lot 4 - Coût global	€ 160 000,00	€ 150 000,00	€ 90 000,00		
Action Lot 4 - Aide ACTEE éligible	€ 30 000,00	€ 30 000,00	€ 29 250,00	€ -	€ -
Action Lot 4 - Aide ACTEE sollicitée	€ 30 000,00	€ 30 000,00	€ 29 250,00	€ -	€ -
Commentaires					

Lot 4 - Coût global par membre	€ 160 000	150 000 €	90 000 €	- €	€ -
Lot 4 - Aide ACTEE sollicitée par membre	€ 30 000	30 000 €	29 250 €	- €	€ -

Lot 4 - Total des coûts pour le groupement	€ 400 000
Lot 4 - Total d'aides ACTEE sollicitées pour le groupement	€ 89 250

Taux d'aide	Plafond par membre
30% du CG lot 3	30 000 €

Récapitulatifs

Récapitulatif par membre	<u>SDE 24</u>	<u>SEHV</u>	<u>SDEC 23</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Lot 1 - Coût global par membre	€ 60 000,00	€ -	€ 80 000,00	€ -	€ -
Lot 2 - Coût global par membre	€ 36 200,00	€ 10 720,00	€ 8 750,00	€ -	€ -
Lot 3 - Coût global par membre	€ 140 000,00	€ 138 000,00	€ 97 500,00	€ -	€ -
Lot 4 - Coût global par membre	€ 160 000,00	€ 150 000,00	€ 90 000,00	€ -	€ -



Total - Coût global par membre	€ 396 200,00	€ 298 720,00	€ 276 250,00	€ -	€ -
Lot 1 - Aide ACTEE sollicitée par membre	€ 26 250,00	€ -	€ 40 000,00	€ -	€ -
Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée par membre	€ 18 100,00	€ 5 360,00	€ 4 375,00	€ -	€ -
Lot 3 - Aide ACTEE sollicitée par membre	€ 70 000,00	€ 69 000,00	€ 48 750,00	€ -	€ -
Lot 4 - Aide ACTEE sollicitée par membre	€ 30 000,00	€ 30 000,00	€ 29 250,00	€ -	€ -
Total - Aide ACTEE sollicitée par membre	€ 144 350,00	€ 104 360,00	€ 122 375,00	€ -	€ -

Récapitulatif pour le groupement	Montant total du projet	Aide totale sollicitée
Lot 1 Ressources humaines	€ 140 000,00	€ 66 250,00
Lot 2 Outils de mesure et suivi de consommation énergétique	€ 55 670,00	€ 27 835,00
Lot 3 Etudes techniques	€ 375 500,00	€ 187 750,00
Lot 4 Maitrise d'œuvre	€ 400 000,00	€ 89 250,00
Total des lots	€ 971 170,00	€ 371 085,00


Taux max par défaut et plafonds	15
Code AAP	SEQ3
Taux Lot 1	50%
Taux Lot 2	50%



Taux Lot 3	50%
Taux Lot 4*	30%
Type de plafond	Membre
Plafond Membre Lot 1	90 000
Plafond Membre Lot 2	20 000
Plafond Membre Lot 3	70 000
Plafond Membre Lot 4	30 000
Plafond global membre	250 000
Plafond Groupement	800 000
Plafond Groupement Lot 1	800 000
Plafond Groupement Lot 2	800 000
Plafond Groupement Lot 3	800 000
Plafond Groupement Lot 4	800 000
Taux Lot 1 - Poste titulaire	0%
Taux Lot 2 - Logiciel	0%
Plafond Lot 2 - Logiciel	-
Taux Lot 3 - Etudes bonifiées	100%
Plafond Lot 3 -Etudes bonifiées SEQ3	10 000
Taux Lot 2 - Pilotage	50%

Plafond Membre Lot 4 - Commune -3500 habitants	€	-
---	---	---

Envoyé en préfecture le 16/06/2022
Reçu en préfecture le 16/06/2022
Affiché le 17/06/2022
ID : 024-252401476-20220601-202206077-DE



ANNEXE 3 : LOGOS

ACTEE Action des Collectivités
Territoriales pour
l'Efficacité Énergétique





SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

Envoyé en préfecture le 16/06/2022

Reçu en préfecture le 16/06/2022

Affiché le 17/06/2022



ID : 024-252401476-20220601-202206077-DE

ANNEXE 4 : SCHEMA DE MUTUALISATION : ORGANISATION ET FLUX FINANCIERS

